

Chambre des Représentants		Kamer der Volksvertegenwoordigers	
Session de 1936-1937	N° 82		Zittingsjaar 1936-1937
N° 4xv: BUDGET	SEANCE du 16 décembre 1936	VERGADERING van 16 December 1936	BEGROOTING N° 4xv

BUDGET

du Ministère de la Défense nationale
pour l'exercice 1937.

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION DE LA DEFENSE
NATIONALE (1) PAR M. HOUSIAUX.

MESDAMES, MESSIEURS,

Au début ou à la veille de chaque session ordinaire, les budgets sont répartis en vue d'en hâter l'examen entre la Chambre et le Sénat. La Commission estime que le but recherché ne serait pas atteint si chacune des deux assemblées se bornait à un examen superficiel des budgets qui lui sont soumis soit en premier, soit en second lieu. Il ne le serait pas davantage si chaque Chambre se livrait à un épiluchement minutieux de tous les articles. Sans qu'il soit porté atteinte aux prérogatives parlementaires, il est cependant souhaitable que les budgets fassent l'objet d'un examen approfondi et d'une large discussion au sein de la Chambre où ils ont été d'abord déposés.

Le terrain étant ainsi déblayé, l'assemblée qui les reçoit ensuite pourrait se limiter à un examen sinon superficiel tout au moins écourté, et à une brève discussion.

Pour qu'une telle méthode porte des fruits, il convient que les budgets de dépenses soient alternativement déposés devant l'une ou l'autre de nos assemblées délibérantes; il faut aussi que les règlements de la Chambre et du Sénat soient symétriques; certaines dispositions risquent de faire renvoyer les budgets de l'une à l'autre Chambre.

BEGROOTING

van het Ministerie van Landsverdediging
voor het dienstjaar 1937.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR DE LANDSVERDEDIGING (1) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER HOUSIAUX.

MEVROUWEN, MIJNE HEEREN,

Op den drempel of op den vooravond van elke gewone zitting, worden de begrotingen, ten einde het onderzoek er van te bespoedigen, verdeeld tusschen de Kamer en den Senaat. De Commissie is van oordeel dat het nagestreefde doel niet zou bereikt worden, indien elke van beide vergaderingen zich vergenoegde met een oppervlakkig onderzoek van de begrotingen welke haar in de eerste of in de tweede plaats voorgelegd worden. Dit zou evenmin het geval zijn, indien elke Kamer al de artikelen uitrafelde.

Zonder afbreuk te doen aan de parlementaire prerogatieven, ware het nochtans te wenschen dat de begrotingen grondig onderzocht en breedvoerig behandeld werden in de Kamer waarbij zij aanhangig gemaakt werden. Nadat het terrein akuis geëffend is, zou de vergadering welke ze vervolgens ontvangt, zich tevreden stellen met een zoo niet oppervlakkig dan toch vluchtig onderzoek en met een korte behandeling. Opdat dergelijke methode vruchtdragend weze, zouden de begrotingen beurtelings bij een van beide welgevende vergaderingen moeten ingediend worden; bovendien, zouden de reglementen van Kamer en Senaat moeten overeenstemmen; sommige bepalingen leveren het gevaar op dat de begrotingen van de eene naar de andere

Le présent rapport n° 82 a été distribué le 18 décembre 1936. (Règlement de la Chambre, art. 91, n° 5.)

Dit verslag n° 82 werd rondgedeeld op 18 December 1936. (Reglement van de Kamer, art. 91, n° 5.)

(1) La Commission était composée de MM. Mundeleer, président; Collard, Deconinck, Delbrouck, De Pauw, Ernest, Hoen, Missiaen, Schevenels. — Coussens, Ficullien, Housiaux, Merget, Sandront, Van Hoeck, Verpoorten. — Devèze (A.), Joris. — Hertoghe, Horward. — Declercq. — Bosson.

(1) De Commissie bestond uit de heeren Mundeleer, voorzitter; Collard, Deconinck, Delbrouck, De Pauw, Ernest, Hoen, Missiaen, Schevenels. — Coussens, Ficullien, Housiaux, Merget, Sandront, Van Hoeck, Verpoorten. — Devèze (A.), Joris. — Hertoghe, Horward. — Declercq. — Bosson.

Chambre des Représentants		Kamer der Volksvertegenwoordigers	
Session de 1936-1937	N° 82		Zittingsjaar 1936-1937
N° 4xv. BUDGET	SEANCE du 16 décembre 1936	VERGADERING van 16 December 1936	BEGROTING N° 4xv

BUDGET

du Ministère de la Défense nationale
pour l'exercice 1937.

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION DE LA DEFENSE
NATIONALE (1) PAR M. HOUSIAUX.

MESDAMES, MESSIEURS,

Au début ou à la veille de chaque session ordinaire, les budgets sont répartis en vue d'en hâter l'examen entre la Chambre et le Sénat. La Commission estime que le but recherché ne serait pas atteint si chacune des deux assemblées se bornait à un examen superficiel des budgets qui lui sont soumis soit en premier, soit en second lieu. Il ne le serait pas davantage si chaque Chambre se livrait à un épiluchement minutieux de tous les articles. Sans qu'il soit porté atteinte aux prérogatives parlementaires, il est cependant souhaitable que les budgets fassent l'objet d'un examen approfondi et d'une large discussion au sein de la Chambre où ils ont été d'abord déposés.

Le terrain étant ainsi déblayé, l'assemblée qui les reçoit ensuite pourrait se limiter à un examen sinon superficiel tout au moins écourté, et à une brève discussion.

Pour qu'une telle méthode porte des fruits, il convient que les budgets de dépenses soient alternativement déposés devant l'une ou l'autre de nos assemblées délibérantes; il faut aussi que les règlements de la Chambre et du Sénat soient symétriques; certaines dispositions risquent de faire renvoyer les budgets de l'une à l'autre Chambre.

**

(1) La Commission était composée de MM. Mundeleer, président; Collard, Deconinck, Delbrouck, De Pauw, Ernest, Hoen, Missiaen, Schevenels. — Coussens, Ficullien, Housiaux, Merget, Sandront, Van Hoeck, Verpoorten. — Devèze (A.), Joris. — Hertoghe, Horward. — Declercq. — Bosson.

BEGROTING

van het Ministerie van Landsverdediging
voor het dienstjaar 1937.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR DE LANDSVERDEDIGING (1) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER HOUSIAUX.

MEVROUWEN, MIJNE HEEREN,

Op den drempel of op den vooravond van elke gewone zitting, worden de begrotingen, ten einde het onderzoek er van te bespoedigen, verdeeld tusschen de Kamer en den Senaat. De Commissie is van oordeel dat het nagestreefde doel niet zou bereikt worden, indien elke van beide vergaderingen zich vergenoegde met een oppervlakkig onderzoek van de begrotingen welke haar in de eerste of in de tweede plaats voorgelegd worden. Dit zou evenmin het geval zijn, indien elke Kamer al de artikelen uitrafelde.

Zonder afbreuk te doen aan de parlementaire prerogatieven, ware het nochtans te wenschen dat de begrotingen grondig onderzocht en breedvoerig behandeld werden in de Kamer waarbij zij aanhangig gemaakt werden. Nadat het terrein aldus geëffend is, zou de vergadering welke ze vervolgens ontvangt, zich tevreden stellen met een zoo niet oppervlakkig dan toch vluchtig onderzoek en met een korte behandeling. Opdat dergelijke methode vruchtdragend weze, zouden de begrotingen beurtelings bij een van beide wetgevende vergaderingen moeten ingediend worden; bovendien, zouden de reglementen van Kamer en Senaat moeten overeenstemmen; sommige bepalingen leveren het gevaar op dat de begrotingen van de eene naar de andere Kamer kunnen teruggezonden worden.

**

(1) De Commissie bestond uit de heeren Mundeleer, voorzitter; Collard, Deconinck, Delbrouck, De Pauw, Ernest, Hoen, Missiaen, Schevenels. — Coussens, Ficullien, Housiaux, Merget, Sandront, Van Hoeck, Verpoorten. — Devèze (A.), Joris. — Hertoghe, Horward. — Declercq. — Bosson.

Après cette observation liminaire et puisque le Budget de la Défense nationale a déjà été voté au Sénat, nous aurions désiré, prôchant d'exemple, vous présenter un rapport succinct; mais les droits des membres restent entiers. Votre Commission a donc retenu pour les soumettre à un examen attentif les suggestions et remarques qui lui ont été soumises.

La présentation du budget comme aussi la rédaction de certains articles paraît à première vue critiquable. C'est ainsi que les chapitres et articles du Budget de 1937 ne correspondent pas toujours avec ceux de 1936. Il en résulte un examen déroutant et en tout cas malaisé.

Le manque de correspondance provient de la création d'un budget séparé des pensions pour 1937 : toutes les dépenses de pensions et secours qui, en 1936, faisaient l'objet du chapitre V, ont dû être extraites du Budget ordinaire pour être transférées au Budget des Pensions.

L'on s'est étonné aussi de relever à de nombreux articles les termes « nomination, promotion et augmentation », mais la répétition de cette rubrique est nécessaire par ce qu'il s'agit de catégories différentes d'agents. Il n'est pas possible, en effet, de les grouper en un seul poste sans s'écarter du cadre de présentation du budget qui est imposé par le Ministre des Finances.

Si l'on ne voit pas trace, dans le présent budget, des dépenses supplémentaires qu'entraînera l'exécution de la nouvelle loi de milice, c'est que les crédits nécessaires feront l'objet d'une demande de crédits supplémentaires; ceux-ci seront rattachés au Budget ordinaire de 1937 pour ce qui concerne les dépenses d'entretien, soldes, traitements, indemnités, nourriture, etc., et au Budget extraordinaire de 1937 pour l'acquisition du matériel.

Enfin, votre Commission a émis le vœu de voir annexer au budget ordinaire de la Défense nationale un extrait du Budget extraordinaire s'y rapportant.

Nous donnons ci-après les réponses fournies par le Département de la D. N. aux différentes questions posées par certains membres de la Commission.

I. — Ne serait-il pas possible d'accorder la gratuité du parcours en chemin de fer aux soldats se rendant en congé ?

RÉPONSE.

Le transport gratuit est accordé, une fois par mois, à l'occasion d'un congé ou d'une permission, aux miliciens, fils de parents indigents, qui ne disposent pas de ressources suffisantes pour payer leur voyage et qui, pour ce motif, n'usent pas des permissions auxquelles ils ont droit.

Les intéressés bénéficient, de même, de deux voyages gratuits durant les périodes (42 jours) de tirs et manœuvres.

Na deze voorafgaande opmerking en vermits de begroting van het Ministerie van Landsverdediging reeds in den Senaat aangenomen werd, hadden wij U gaarne, om een voorbeeld te stellen, een beknopt verslag willen voorleggen, maar ik had rekening te houden met de wenschen van de leden. Bijgevolg, heeft uwe Commissie, ten einde ze aandachtig te onderzoeken, de wenken en opmerkingen aangevend, welke naar voren gebracht werden.

Bij eersten oogopslag, blijkt er wat aan te merken op de voorstelling van de begroting even als op den tekst van sommige artikelen. Zoo komen de hoofdstukken en artikelen van de begroting voor 1937 niet steeds overeen met deze van 1936. Tengevolge hiervan, wordt het onderzoek zooniet op een dwaalspoor gebracht, dan toch ten eerste bemoeilijkt.

Het gebrek aan overeenstemming vloeit voort uit de invoering van eene afzonderlijke begroting van pensioenen voor 1937; al de uitgaven wegens pensioenen en hulpgekden die, in 1936, voorkwamen onder hoofdstuk V, moesten van de gewone begroting naar de begroting van pensioenen overgebracht worden.

Men gaf eveneens zijn verwondering te kennen dat in talrijke artikelen de woorden « benoemingen, promoties en verhoogingen » voorkomen, maar de herhaling van deze rubriek is noodzakelijk omdat het gaat over verschillende categorieën van agenten. Inderdaad, het is niet mogelijk ze onder één post samen te brengen, zonder af te wijken van de wijze van voorstelling van de begroting welke door den Minister van Financiën voorgeschreven is.

Indien men in deze begroting geen spoor vindt van de bijkomende uitgaven waartoe de uitvoering van de nieuwe militiewet aanleiding geven zal, is zulks het gevolg van het feit dat de nieuwe kredieten bij wijze van bijkomende kredieten zullen aangevraagd worden; deze zullen toegevoegd worden aan de gewone begroting van 1937 wat de uitgaven voor onderhoud, soldij, wedden, vergoedingen, voeding, enz. betreft, en aan de buitengewone begroting van 1937, voor den aankoop van materieel.

Ten slotte, gaf uwe Commissie den wensch te kennen dat aan de gewone begroting van Landsverdediging een uittreksel van de buitengewone begroting welke er op betrekking heeft, zou toegevoegd worden.

Hierna de antwoorden door het Ministerie van Landsverdediging verstrekt op de verschillende vragen gesteld door sommige leden van de Commissie.

I. — Ware het niet mogelijk vrij verkeer op den spoorweg te verleenen aan de soldaten die met verlof gaan ?

ANTWOORD.

Kosteloos vervoer wordt, eens in de maand, verleend naar aanleiding van een verlof voor de miliciens zoons uit behoeftige gezinnen, die niet over de noodige geldmiddelen beschikken om hun reis te betalen en die daarom geen gebruik kunnen maken van de verloven waarop zij recht hebben.

De belanghebbenden hebben eveneens recht op twee kosteloze reizen gedurende de schiet- en legeroefeningen (42 dagen).

D'autre part, un voyage gratuit, une fois par mois et, éventuellement par fraction de mois de plus de quatorze jours pour le dernier mois, est octroyé, sans distinction, à tous les miliciens maintenus sous les armes par application de l'article 53 de la loi sur la milice.

Indépendamment de ces faveurs, tout militaire voyageant en uniforme bénéficie d'une réduction de 50 % sur les prix normaux des tarifs des chemins de fer et des vicinaux.

Les crédits dont dispose mon Département ne permettent pas de faire plus, la S. N. C. B. se refusant à toute nouvelle concession en cette matière.

II. — Art. 3, 3°, Musique des Guides : 1,340,885 francs. Cette forte dépense est-elle encore justifiée ?

RÉPONSE.

La somme ci-dessus est fonction de l'effectif de la musique du 1^{er} Régiment de Guides qui compte 85 exécutants.

Ce nombre d'exécutants se justifie par le fait que la musique intéressée est composée d'un orchestre harmonique et d'un orchestre symphonique. Ces deux orchestres trouvent leur justification dans certains services spéciaux à assumer par la musique intéressée : auditions au département des Affaires Étrangères à l'occasion de réceptions officielles, etc., qui nécessitent un orchestre symphonique.

Les prestations effectuées par la musique des Guides ont lieu à l'occasion de grandes cérémonies officielles annuelles, remise de décorations à l'occasion des fêtes nationales notamment, où la musique doit jouer sans interruption, ce qui ne peut se faire qu'en la constituant en deux orchestres.

La musique du 1^{er} régiment de Guides est, d'autre part, l'unique musique du corps de cavalerie comptant neuf régiments : six de cavalerie, deux de carabiniers cyclistes, un d'artillerie.

Enfin, chaque pays du continent compte une ou plusieurs musiques militaires de réputation mondiale; c'est le cas pour la France, l'Angleterre et l'Italie.

La musique des Guides est considérée dans tous les pays du monde, et depuis bien longtemps avant la guerre, comme une phalange de mérite exceptionnel. Il ne paraît pas opportun, en conséquence, de la diminuer dans ses moyens d'exécution, seule façon d'ailleurs de réduire la dépense dont il est question ci-dessus.

Cette économie ne pourrait que nuire au prestige dont jouit notre pays dans l'ordre musical international.

III. — Art. 3, 16°, Service des subsistances : diminution de 300,000 francs. Justification ?

RÉPONSE.

La diminution du crédit inscrite à l'article 3, 16° du Budget ordinaire de 1937 provient de la réduction du personnel ouvrier, consécutive à la suppression de certains établissements d'intendance.

Anderzijds, wordt eens in de maand en, eventueel, per breuk van meer dan 14 dagen vóór de laatste maand, een kosteloze reis toegestaan aan al de miliciens, zonder onderscheid, die onder de wapens gehouden worden op grond van artikel 53 der militiewet.

Buiten deze voordeelen, geniet elk militair reizend in uniform, een vermindering van 50 t. h. op de normale prijzen van de spoorweg en buurtspoorwegtarieven.

De kredieten waarover mijn Departement beschikt, laten niet toe verder te gaan, daar de N. M. B. S. elke nieuwe toegeving op dit stuk weigert.

II. — Art. 3, 3°, Muziek der Gidsen : 1,340,885 frank. Is deze zware uitgaven nog te verantwoorden ?

ANTWOORD.

Hoogergenoemd bedrag is afhankelijk van de getalsterkte van het 1^{ste} regiment Gidsen dat 85 uitvoerenden telt.

Dit aantal uitvoerenden vindt zijn grond in het feit dat de betrokken muziekkapel uit een harmonisch en uit een symphonisch orkest bestaat. Beide orkesten hebben een reden van bestaan, wegens sommige diensten van bijzonderen aard, welke de betrokken muziekkapel verrichten moet : uitvoeringen in het Departement van Buitenlandsche Zaken naar aanleiding van officieele recepties, enz..., waarvoor een symphonisch orkest noodig is.

De muziekkapel der gidsen treedt op, namelijk, naar aanleiding van jaarlijksche officieele groote plechtigheden, uitreiking van cereteekens naar aanleiding van de Nationale Feesten, waarbij de muziek zonder onderbreking spelen moet, wat niet mogelijk is tenzij met twee orkesten.

Anderzijds, de muziekkapel van het 1^{ste} regiment Gidsen is de eenige muziek van het Cavaleriekorps dat 9 regimenten telt : zes cavalerieregimenten, twee regimenten karabiniers-wielrijders en een artillerieregiment.

Ten slotte, elk land, op het vasteland, telt een of meer militaire muzieken met wereldfaam; dit is het geval met Frankrijk, Engeland en Italië.

De muziek van de Gidsen wordt in al de landen van de wereld, en reeds lang vóór den oorlog, als een buitengewoon verdienstelijk korps beschouwd. Het lijkt dan ook niet gepast om haar uitvoeringsmiddelen in te krimpen, wat, trouwens, de eenige wijze is om de hoogerbedoelde uitgave te verminderen.

Deze besparing zou slechts schade berokkenen aan het aanzien dat ons land op het gebied van de internationale muziek geniet.

III. — Art. 3, 16°, Dienst van het Proviantwezen : vermindering met 300,000 frank. Verantwoording ?

ANTWOORD.

De inkrimping van het krediet uitgetrokken onder artikel 3, 16°, van de gewone begrooting voor 1937, vloeit voort uit de vermindering van het aantal arbeiders, tengevolge van de afschaffing van sommige intendance-inrichtingen.

Il s'agit, en l'occurrence, des établissements des garnisons de Mons, Tournai et Louvain.

IV. — Art. 3, litt. 19°, Equipement des troupes : augmentation, fr. 1,053,000. Justification ?

RÉPONSE.

L'augmentation du crédit sollicité à l'art. 3, litt. 19° est justifiée à la page 238 du projet de budget ordinaire de la Défense Nationale pour l'exercice 1937.

Cette augmentation, de fr. 1,053,000, se décompose comme suit :

1° Recrutement de 92 ouvriers civils temporaires (tailleurs et cordonniers) en remplacement de <i>soldats</i> artisans rengagés quittant le service (pension, décès, etc.), à 11,000 fr.	1,012,000
2° Augmentations normales des salaires	41,000

Total fr. 1,053,000

L'augmentation due au recrutement d'ouvriers civils est donc compensée par une diminution correspondante du nombre de *soldats* artisans.

La balance des augmentations et diminutions est d'ailleurs favorable à l'Etat.

V. — Art. 3, 20°, Destruction de munitions : 224,260 francs. Justification ?

RÉPONSE.

La somme de 224,260 francs représente les dépenses de personnel du service de destruction de munitions.

Durant les onze premiers mois de 1936, il a été récolté et détruit 365 tonnes de munitions et engins explosifs divers abandonnés sur notre sol par l'occupant et les armées alliées.

Rien ne permet de supposer qu'au cours de l'année 1937 ces récupérations d'engins dangereux subiront une diminution.

VI. — Art. 3, 21°, Rémunération d'agents temporaires. Trois officiers pensionnés. Justification de ce système ?

RÉPONSE.

Il s'agit d'agents temporaires spécialisés dans les questions de mobilisation industrielle et recrutés, par contrat, parmi des officiers pensionnés.

Ces agents temporaires perçoivent une indemnité égale à la différence entre leur traitement d'activité et le taux de leur pension d'ancienneté.

Ce système est avantageux parce qu'il représente une dépense moindre que les appointements d'ingénieurs civils spécialistes qui devraient être engagés pour ce travail.

Het gaat, in dit geval, over de inrichtingen in de garnizoenen van *Bergen, Doornik en Leuven*.

Art. 3, litt. 19°, Uitrusting van de troepen : vermindering : 1,053,000 frank. Verantwoording ?

ANTWOORD.

De verhooging van krediet aangevraagd onder artikel 3, litt. 19°, wordt verantwoord op bladzijde 238 van het ontwerp van gewone begroting van Landsverdediging voor het dienstjaar 1937.

Deze vermeerdering met 1,053,000 frank wordt ingedeeld als volgt :

1° Aanwerving van 92 tijdelijke burgerlijke werklieden (kleermakers en schoenmakers) in vervanging van de <i>soldaten</i> , gerecengageerde stielmannen, die het leger verlaten (pensioen, overlijden, enz.), aan 11,500 fr.	1,012,000
2° Normale loonsverhogingen	41,000

Totaal fr. 1,053,000

De vermeerdering veroorzaakt door de aanwerving van burgerlijke werklieden, wordt dus vergeld door een overeenstemmende vermindering van het aantal *soldaten*-stielmannen.

De balans der vermeerderingen en verminderingen is trouwens gunstig voor den Staat.

IV. — Art. 3, 20°, Munitievernietiging : 224,260 frank. Verantwoording ?

ANTWOORD.

De som van 224,260 frank vertegenwoordigt de uitgaven voor personeel van den dienst voor munitievernietiging.

Tijdens de eerste elf maanden van 1936, werden 365 ton munitie en allerlei springtuigen, achtergelaten op ons grondgebied door den bezetter en de legers der bondgenooten, bijeengebracht en vernietigd.

Niets laat voorzien dat, tijdens het jaar 1937, dit terugvinden van gevaarlijke tuigen zal afnemen.

V. — Art. 3, 21°, Bezoldiging van tijdelijk personeel : 3 gepensioneerde officieren. Verantwoording van dit stelsel ?

ANTWOORD.

Het geldt tijdelijke beambten die zich gespecialiseerd hebben in de kwesties betreffende de nijverheidsmobilisatie en, bij contract, aangeworven onder de gepensioneerde officieren.

Die tijdelijke bedienden ontvangen een vergoeding gelijk aan het verschil tusschen hunne activiteitswedde en het bedrag van hun ancienniteitspensioen.

Dit stelsel is voordelig, daar het minder uitgaven vergt dan de wedden van gespecialiseerde burgerlijke ingenieurs die voor dit werk zouden moeten worden aangeworven.

Article 7¹. — Indemnité de cabinet de consultation. Justification.

RÉPONSE.

L'indemnité de cabinet de consultation a été allouée aux médecins militaires par l'arrêté royal du 15 juillet 1913 en considération de ce que « les médecins sont tenus » par leur profession d'avoir un cabinet de consultation « et qu'ils sont astreints de ce fait à des dépenses supplémentaires » (préambule de l'arrêté royal).

En effet, les médecins doivent pouvoir recevoir à leur domicile, pour y donner leurs soins, des militaires logeant en ville et toutes les autres catégories de personnes ayant droit aux soins du Service de Santé (femmes et enfants mineurs des militaires, invalides de guerre, etc.) appartenant à leur corps, ou habitant le secteur de la garnison dans lequel ils doivent assurer le service.

Une habitation comportant des locaux supplémentaires appropriés, convenablement aménagés, chauffés et éclairés leur sont, en effet, nécessaires, ainsi que du personnel pour introduire les malades. Ces charges n'incombent pas aux autres officiers.

De plus, les médecins sont également obligés de se rendre au domicile des militaires et autres personnes indiquées ci-dessus, qui habitent souvent à la périphérie des garnisons et en des endroits très éloignés les uns des autres. Ces visites occasionnent aux médecins des frais sérieux de parcours en tramways ou autres moyens de locomotion.

L'indemnité de cabinet de consultation a aussi pour but de les dédommager, au moins en partie, de ces frais de déplacement.

VIII. — Un membre demande des précisions au sujet de notre approvisionnement en cartouches d'infanterie et sur les contrats passés avec la Fabrique Nationale.

RÉPONSE.

Les besoins annuels nécessaires pour assurer l'instruction de la troupe sont de l'ordre de 15.000.000 de cartouches.

Le Ministre de la Défense Nationale a passé jusqu'à ce jour avec la F. N. deux conventions pour la fourniture de cartouches d'infanterie.

La première, autorisée par la loi du 29 avril 1929, a été signée le 1^{er} mai 1929; la seconde, autorisée par la loi du 16 février 1934, a été signée le 21 juin 1934.

Aucune de ces conventions n'a donné lieu à une adjudication préalable.

Le motif en est qu'alors, comme aujourd'hui encore, la F. N. est la seule fabrique de cartouches d'infanterie existant en Belgique.

Chaque convention comporte un prix de base fixé d'après les taux des salaires et le prix des matières premières au moment de la signature de la convention.

C'est ainsi que le prix de base de la cartouche, admis

Artikel 7¹. — Consultkabinetsvergoeding. Verantwoording?

ANTWOORD.

De consultkabinetsvergoeding werd aan de militaire geneesheeren verleend door Koninklijk besluit van 15 Juli 1913 omdat « de geneesheeren, uit hoofde van hun ambt, een consultkabinet moeten hebben en daar zij hierdoor bijkomende uitgaven moeten doen ». (Inleiding van het Koninklijk besluit.)

De geneesheeren moeten, inderdaad, ten huize kunnen ontvangen om er hun zorgen te verleenen aan in de stad wonende militairen en aan alle andere categorieën personen die recht hebben op de zorgen van den Gezondheidsdienst (vrouwen en minderjarige kinderen der militairen, oorlogsinvaliden, enz.), behoorende tot hun korps of wonende in den sector van het garnizoen waar zij den dienst moeten verzekeren.

Een woning met bijkomende aangepaste lokalen, behoorlijk ingericht, verwarmd en verlicht zijn hun, te dien einde, noodzakelijk, alsook personeel om de zieken binnen te leiden. De andere officieren hebben zulke lasten niet te dragen.

Daarenboven, zijn de geneesheeren verplicht zich ten huize van militairen en van andere hooger aangeduide personen te begeven, die dikwijls in den ontrek der garnizoenen wonen en op zeer van elkaar verwijderde plaatsen. Zulke bezoeken veroorzaken aan de geneesheeren zeer ernstige onkosten van tram of andere vervoermiddelen.

De consultkabinetsvergoeding heeft ook ten doel ze, ten minste gedeeltelijk, te vergoeden wegens deze verplaatsingskosten.

VII. — Een lid vraagt nadere bijzonderheden nopens onze bevoorradig in infanteriepatronen en aangaande de contracten aangegaan met de Nationale Fabriek.

ANTWOORD.

De jaarlijkse behoeften, noodig om de opleiding van den troep te verzekeren, bedragen ongeveer 15 miljoen patronen.

De Minister van Landsverdediging heeft tot op heden met de N. F. twee overeenkomsten gesloten voor de levering van infanteriepatronen.

De eerste, toegestaan bij de wet van 29 April 1929, werd op 1 Mei 1929 ondertekend; de tweede, waartoe toelating werd verleend bij de wet van 16 Februari 1934, werd ondertekend op 21 Juni 1934.

Geen dezer overeenkomsten heeft aanleiding gegeven tot voorafgaande aanbesteding.

Als reden hiervoor geldt dat toen, zooals nog heden ten dage, de N. F. de eenige in België bestaande fabriek is, waar infanteriepatronen worden vervaardigd.

Elke overeenkomst behelst een grondprijs vastgesteld volgens de loonsbedragen en de prijzen der grondstoffen op het oogenblik van de ondertekening der overeenkomst.

Aldus bedroeg de grondprijs per patroon, aangenomen

par la première convention, était de fr. 1,006 (y compris chargeur et caisse hermétique), tandis que celui de la seconde convention n'est plus que de fr. 0,777 pour la cartouche mod. 30 et de fr. 0,756 pour la cartouche 89 (y compris toujours chargeur et caisse hermétique).

Mais en vue de sauvegarder l'intérêt des deux parties en cause, il a été décidé de reviser annuellement les prix de base précités au moyen d'une formule mathématique tenant compte des *fluctuations* du taux des salaires et du prix des matières premières entrant dans la composition des cartouches.

Pendant la première convention, cette formule a joué deux fois dans le sens de la hausse, et quatre fois dans le sens de la baisse.

En ce qui concerne la deuxième convention, le prix de la cartouche de la première tranche (y compris chargeur et caisse hermétique) a été de fr. 0,818 au lieu de fr. 0,777.

Cette augmentation est minime, si, outre l'augmentation du taux des salaires et du prix des matières premières, on tient compte de la dévaluation de notre monnaie survenue en mars 1935.

Ceci démontre l'excellence de la formule admise.

On peut d'ailleurs comparer avantageusement le prix d'achat de nos cartouches avec ceux pratiqués à l'étranger pour des fournitures de qualité similaire.

France : fr. belge 0,949.

Angleterre : fr. belge 0,913.

Allemagne : fr. belge 1,07.

Suisse : fr. belge 0,886.

Au moment où la convention du 1^{er} mai 1929 fut sur le point d'expirer, le Ministre a fait examiner, par les services compétents et une commission spéciale, l'opportunité de la renouveler ou de recourir à l'adjudication publique ou de créer une cartoucherie d'Etat.

Recourir à l'adjudication publique ne pouvait donner aucun résultat pratique immédiat, puisque, en dehors de la F. N., il n'existe pas de cartoucherie en Belgique.

Faire appel, pour cette adjudication, à des firmes étrangères, représentait l'inconvénient de priver l'industrie nationale de commandes importantes sans avoir l'assurance qu'en temps de mobilisation, nous pourrions nous tourner vers l'étranger pour assurer nos besoins.

Quant à la création d'une usine d'Etat, elle devait entraîner une nouvelle dépense considérable sans qu'il fût possible d'aller jusqu'à des installations capables de satisfaire aux besoins du temps de guerre.

De plus, la création d'une usine d'Etat ou d'une usine privée nouvelle présentait les inconvénients suivants :

1^o Solution de continuité dans la fourniture des cartouches pour la consommation annuelle et la constitution de stock de mobilisation, attendu qu'il fallait compter sur une durée de deux années, au moins, avant que les installations soient en mesure de fabriquer.

men bij de eerste overeenkomst, 1,006 frank (met inbegrip van patroonhouder en hermetische kas), terwijl die van de tweede nog slechts fr. 0.777 bedraagt voor patroon mod. 30 en fr. 0.756 voor patroon 89 (steeds met inbegrip van patroonhouder en hermetische kas).

Doch, om het belang der twee betrokken partijen te vrijwaren, werd beslist jaarlijks voormelde grond-prijzen te herzien, door middel van eene rekenkundige formule rekening houdende met de *schommelingen* der loonsbedragen en van de prijzen der grondstoffen welke bij de samenstelling der patroons in aanmerking komen.

Tijdens den duur der eerste overeenkomst, is deze formule 2 maal toegepast geworden in stijgenden zin en 4 maal in dalenden zin.

Wat de tweede overeenkomst betreft, bedroeg de prijs van de patroon der 1^{ste} reeks (met inbegrip van patroonhouder en hermetische kas) fr. 0.818, in plaats van fr. 0.777.

Deze verhooging is gering, zoo men, bij de stijging der loonsbedragen en van de prijzen der grondstoffen, nog rekening houdt met de waardevermindering van onze munt, in Maart 1935.

Hieruit blijkt de uitmuntendheid van de aangenomen formule.

Men kan trouwens in ons voordeel den aankoop prijs van onze patronen vergelijken met die welke in den vreemde gelden voor leveringen van gelijke hoedanigheid :

--- Frankrijk : Belgische frank 0.949 ;

--- Engeland : Belgische frank, 0.913 ;

--- Duitschland : Belgische frank 1.07 ;

--- Zwitserland : Belgische frank 0.886.

Op het oogenblik van het verstrijken van den termijn der overeenkomst van 1 Mei 1929, liet de Minister door de bevoegde diensten en een bijzondere commissie de geschiktheid onderzoeken of deze diende vernieuwd of diende overgegaan tot openbare aanbesteding, of een Rijkspatronenfabriek diende opgericht.

Toevlucht nemen tot openbare aanbesteding, kon geen onmiddellijk practisch nut opleveren gezien, buiten de F. N., er in België geen patronenfabriek bestaat.

Voor deze aanbesteding beroep doen op vreemde firma's, zou als bezwaar opleveren dat onze nationale industrie van belangrijke bestellingen zou worden beroofd, zonder dat men de zekerheid zou hebben dat wij ons, in geval van mobilisatie, tot den vreemde zouden kunnen wenden om in onze behoeften te voorzien.

Wat de oprichting betreft van een Staatsfabriek, deze zou een aanzienlijke nieuwe uitgave hebben geveerd zonder dat het mogelijk zou zijn geweest installaties te maken bij machte om aan de noodwendigheden in oorlogstijd te voldoen.

Daarenboven, leverde de oprichting eener Staatsfabriek of eener nieuwe private fabriek volgende bezwaren op :

1^o onderbreking in de levering van patronen voor het jaarlijksch verbruik en in de samenstelling van den mobilisatievoorraad, daar diende rekening gehouden met een termijn van ten minste twee jaar alvorens de inrichtingen bij machte zouden zijn geweest tot de fabricage over te gaan.

Il a été jugé que la situation internationale ne permettait pas pareille solution de continuité;

2° Perte des sacrifices consentis au cours de la première convention et nouvelles charges d'amortissement de l'usine nouvelle, au détriment du Trésor.

En conclusion, il a été proposé au Ministre de l'époque, de renouveler la convention avec la F. N. en exigeant une amélioration des conditions faites à l'Etat.

Au moment où s'engagèrent les pourparlers en vue de la première convention de 1929, il n'existait pas en Belgique de cartoucherie *bien située géographiquement* en vue de la production de cartouches en temps de guerre.

L'idée-maitresse qui a guidé alors la conclusion d'une convention avec la F. N. était de faire accepter par celle-ci l'obligation de construire à Bruges, à ses propres frais, une cartoucherie entièrement nouvelle et dont elle n'avait nul besoin, car la cartoucherie de Herstal aurait suffi à toutes les exigences, et d'y faire fabriquer ensuite les cartouches constituant les tranches annuelles de la convention.

Il a été reconnu équitable d'indemniser dans une certaine mesure la F. N. pour les frais auxquels elle était entraînée, uniquement, en vue de coopérer à la mobilisation industrielle de la nation.

Une majoration de 6 % du prix de base fut admise pour les fournitures de la *première convention seulement*.

La F. N. reçut ainsi, *au total*, un forfait de 6 à 7 millions, lesquels furent répartis au prorata des tranches annuelles.

Si l'on considère que la F. N. a investi dans ses usines de Bruges un capital de l'ordre de 45 à 50 millions, l'on constate que le forfait lui payé par l'Etat représente un intérêt d'environ 2.5 à 3 % seulement du capital investi.

Si la F. N. n'avait pas construit de cartoucherie à Bruges, l'Etat aurait dû suppléer lui-même à cette lacune.

Il ne peut donc être question ici d'un « cadeau » fait à la F. N.

Il faudrait dire plutôt que pour une « prime d'assurance » payée pendant cinq ans, l'Etat continue à disposer, pour sa mobilisation industrielle, d'une cartoucherie construite aux frais et risques de la F. N.

La convention en cours expire fin 1939. Il serait prématuré de dire, dès maintenant, si elle sera renouvelée : l'état d'avancement des études qui ont été prescrites ne permet pas de donner, sur ce point, des précisions qui feraient préjuger de la solution qui sera prise le moment venu. Quoi qu'il en soit, la solution qui sera admise s'inspirera des exigences de la défense nationale et des intérêts du Trésor.

IX. — Un membre demande : a) s'il est exact que la firme suédoise qui nous vend des canons anti-avions est commanditée par Krupp; b) s'il est vrai que la Belgique

Er werd ingezien dat de internationale toestand dergelijke onderbreking niet toeliet;

2° verlies van de opofferingen bewilligd tijdens den loop der eerste overeenkomst en nieuwe aflossingslasten voor de nieuwe fabriek, ten nadeele der Schatkist.

Bijgevolg, werd aan den toenmaligen Minister voorgesteld de overeenkomst met de N. F. te vernieuwen, mits een verbetering te vergen van de voorwaarden opgelegd aan den Staat.

Op het oogenblik dat de eerste besprekingen werden gevoerd met het oog op het sluiten der eerste overeenkomst in 1929, bestond er in België geen enkele *geographisch goed gelegen patronenfabriek* voor de productie van patronen in oorlogstijd.

De hoofdgedachte welke in aanmerking werd genomen bij het sluiten eener overeenkomst met de N. F., bestond in het doen aanvaarden door deze laatste van de verplichting, te Brugge, op eigen kosten, een geheel nieuwe patronenfabriek op te richten, en welke zij geenszins noodig had daar de patronenfabriek te Herstal voor alle noodwendigheden kon volstaan, en er vervolgens de patronen te doen vervaardigen, welke de jaarlijksche partijen zouden vormen voorzien door de overeenkomst.

Het werd billijk geoordeeld de N. F. in zekere mate te vergoeden wegens de kosten waartoe zij werd genoopt, alleenlijk om mede te werken aan de nijverheidsmobilisatie van het Land.

Een vermeerdering met 6 t. h. van den grondprijs werd toegestaan, voor de leveringen *alleen der 1^{ste} overeenkomst*.

De F. N. bekwam aldus *in het geheel* een vooraf bepaalde som van 6 tot 7 millioen, dewelke werd ingedeeld, rekening houdende met de jaarlijksche hoeveelheden.

Zoo men in aanmerking neemt dat de N. F., voor hare werkhuize te Brugge, een kapitaal heeft moeten beleggen van 45 tot 50 millioen, zal men vaststellen dat de vooraf bepaalde som uitbetaald door den Staat een interest vertegenwoordigt van slechts 2.5 tot 3 t. h. van het belegd kapitaal.

Indien de N. F. te Brugge geen patronenfabriek had opgericht, had de Staat zelf die leemte moeten aanvullen.

Er kan dus hier geen sprake zijn van een « geschenk » aan de N. F. gedaan.

Het ware beter te zeggen dat, voor een « verzekeringspremie, gedurende 5 jaar betaald, de Staat blijft beschikken, voor zijne nijverheidsmobilisatie, over een patronenfabriek opgericht op kosten en risico van de N. F.

De thans geldende overeenkomst vervalt einde 1939. Het ware voorbarig, nu reeds te zeggen of zij zal worden vernieuwd : het vorderingssladium der voorgeschreven studies laat niet toe, dienaangaande, nadere bijzonderheden te verstrekken, waaruit de oplossing zou kunnen worden afgeleid welke, op het gepast oogenblik, zal worden getroffen. Wat er ook van zij, de oplossing welke zal worden aanvaard, zal rekening houden met de vereischten der Landsverdediging en met de belangen der Schatkist.

IX. — Een lid vraagt : a) of het waar is dat de Zweedsche firma welke ons kanonnen tot bescherming tegen vliegtuigen verkoopt door Krupp is gecommanditeerd; b) of het

doit payer à cette firme un droit de licence de 3,000 couronnes suédoises pour chaque canon,

RÉPONSE.

Il résulte de deux lettres adressées au Ministre de la Défense nationale par la légation de Suède à Bruxelles, que la firme Bofors est une entreprise entièrement et exclusivement suédoise. On ne peut donc admettre qu'elle est une filiale de Krupp.

Dans le cas où la société Bofors ou l'usine belge qui, en temps de paix, possède la licence de fabrication du matériel Bofors, serait empêchée, pour une raison quelconque, de livrer *en temps de guerre* des matériels de 40 mm. anti-avions à l'armée belge, le Ministre de la Défense nationale aurait le droit de faire fabriquer partout ailleurs ces matériels suivant les plans originaux de la société Bofors, moyennant paiement, à la susdite société d'un droit de licence de (3,000) trois mille couronnes suédoises pour chaque matériel complet ainsi fabriqué, et ce jusqu'à concurrence de 150 matériels.

Au delà, plus aucune redevance ne serait due.

X. — Un rapport antérieur de M. de Burlet consacrait un chapitre à la défense des populations civiles contre le péril aérien.

Depuis, la gravité de la question n'a cessé de s'accroître et de préoccuper davantage l'opinion publique.

Comment se pose-t-elle chez nous ? Quel est le programme du Gouvernement ? Qu'a-t-on fait et que compte-t-on faire ?

RÉPONSE.

Par arrêté royal du 22 octobre 1936 le Commissariat général de la protection aérienne passive est rattaché au Ministère de l'Intérieur.

A la question posée le Commissaire général a donné la réponse ci-après :

La question de la défense passive contre le péril aérien est au début de sa réalisation.

Elle est très complexe; en effet, elle exige :

1° L'intervention de l'Etat dans l'organisation de l'alerte, l'extinction des lumières, la dispersion de la population.

a) L'organisation de l'alerte a été réglée par l'arrêté royal du 10 décembre 1935, 9 commissions provinciales ont été instituées dans ce but; elles ont déterminé les emplacements des sirènes à établir dans les différentes provinces.

Une première adjudication pour l'achat de 50 sirènes aura lieu en janvier 1937. La construction du centre d'alerte nationale sera commencée incessamment.

b) La réalisation de l'éclairage d'alerte et de sécurité a été réglée par l'arrêté royal du 27 décembre 1935. Celui-ci prévoit les mesures que doivent prendre les communes,

waar is dat België aan die firma een vergunningsrecht van 3,000 Zweedsche kronen moet betalen voor elk kanon.

ANTWOORD.

Uit twee brieven, door het Zweedsche gezantschap te Brussel aan den Minister van Landsverdediging gestuurd, blijkt dat de firma *Bofors* geheel en uitsluitend een Zweedsche onderneming is. Men mag dus niet gelooven dat zij een filiaal van Krupp zou zijn.

In geval de Vennootschap *Bofors* of de Belgische fabriek die, in vreedstijd, de vergunning bezit voor de vervaardiging van het Bofors-materieel, om hetzij welke reden, verhinderd zou zijn, *in oorlogstijd*, materieel van 40 mm. tegen vliegtuigen bestemd te leveren aan het Belgisch leger, zou de Minister van Landsverdediging het recht hebben die materieel overal elders te laten vervaardigen volgens de oorspronkelijke plans der Bofors-vennootschap, mits betaling, aan voormelde maatschappij, van een vergunningsrecht van (3,000) drieduizend Zweedsche kronen voor elk aldus volledig afgewerkt tuig, en dit tot de hoeveelheid materieel 150 in getal bereikt.

Daar boven, is geen betaling meer verschuldigd.

X. — Een vroeger verslag van den heer de Burlet omvatte een hoofdstuk handelende over de bescherming van de burgerlijke bevolking tegen het gevaar voor luchtaanvallen.

Sindsdien, is het vraagstuk van toenemend gewicht geworden en heeft het meer en meer de aandacht van de openbare opinie gaande gemaakt.

Hoe doet het zich bij ons voor ? Welk is het Regeeringsprogramma ? Wat werd er gedaan en wat is men zinnens te doen ?

ANTWOORD.

Bij Koninklijk besluit van 22 October 1936, werd het Algemeen Commissariaat voor de passieve bescherming tegen luchtaanvallen gehecht aan het Ministerie van Binnenlandse Zaken.

Op de gestelde vraag, werd door het Algemeen Commissariaat volgend antwoord verstrekt :

Het vraagstuk van de Passieve Bescherming tegen Luchtaanvallen heeft een begin van verwezenlijking bekomen.

Het is zeer ingewikkeld; het vergt inderdaad :

1° De tusschenkomst van den Staat bij de inrichting van het alarm, de uitdooving der lichten en de verspreiding der bevolking :

a) De inrichting van het alarm werd geregeld bij Koninklijk besluit van 10 December 1935. Met dit doel, werden 9 provinciale commissies opgericht; deze hebben de plaatsen aangeduid waar alarmfluiten in de verschillende provinciën dienen aangebracht.

Een eerste aanbesteding voor den aankoop van 50 alarmfluiten zal in Januari 1937 plaats hebben. De bouw van het Nationaal alarmcentrum zal onverwijld worden aangevat.

b) De verwezenlijking van de alarm- en veiligheidsverlichting werd geregeld bij Koninklijk besluit van 27 December 1935. Dit laatste voorziet de maatregelen te treffen

les établissements industriels et les particuliers pour réaliser l'éclairage de sécurité et d'alerte.

Des manœuvres ont été exécutées à Tervuren et à Louvain pour contrôler l'efficacité de cet éclairage.

c) De voorbereiding tot de ontruiming van de burgerlijke viles en dehors des centres particulièrement menacés a été prescrite dans une dépêche adressée aux Gouverneurs de provinces par le Ministre de l'Intérieur.

d) Un crédit de 2,000,000 de francs a été prévu pour le budget de 1936 comme subside aux communes pour l'achat de masques destinés aux équipes actives. Quelques communes seulement ayant procédé à l'achat de masques, l'Etat se substitue à elles et procédera dans le courant de janvier 1937 à une première adjudication pour l'achat de 30,000 masques.

2° L'organisation de la Défense passive à l'échelon provincial et à l'échelon communal.

Un effort immense doit être réalisé surtout par les communes.

En effet, celles-ci doivent réaliser leur équipement de défense passive qui comporte :

- 1) L'organisation de l'éclairage de sécurité et d'alerte.
- 2) L'organisation de l'alerte et le guet.
- 3) La création des abris collectifs et de l'équipement sanitaire.

4) L'achat du matériel d'incendie, de désinfection et de neutralisation, etc.

Le recrutement du personnel nécessaire aux différents services de protection est assuré par la L. P. A. Le nombre de volontaires est quintuplé depuis le mois de juin dernier.

Toutefois, il est encore notablement insuffisant pour répondre aux besoins. Pour favoriser le recrutement, il conviendrait que le Gouvernement octroie quelques avantages moraux et matériels aux volontaires de la L.P.A.; notamment les assurances en cas d'accident.

La réalisation de la protection des communes nécessitera de fortes dépenses et les finances communales sont actuellement dans une situation difficile.

La solution optima réside dans la création d'un Fonds National de la Défense Passive, alimenté par l'Etat.

Les crédits demandés pour 1936 s'élevaient à 63,876,000 francs.

Par décision du Comité du Trésor, ils ont été réduits à 15,600,000 francs.

Or, le chiffre demandé était un *minimum*, basé sur le fait que l'année 1937 constituait une année de démarrage pendant laquelle les réalisations seront forcément ralenties par suite de la nouveauté du problème à résoudre.

La réduction imposée est de nature à retarder d'urgence la mise en œuvre de la protection passive dans le pays.

L'équipement du réseau ferré comportait 25 millions; ce chiffre devra être réduit au moins des quatre cinquièmes.

door de gemeenten, de nijverheidsinrichtingen en de particulieren om de veiligheids en alarmverlichting te verwezenlijken.

Oefeningen werden te Tervuren en te Leuven uitgevoerd om de efficaciteit van die verlichting vast te stellen.

c) De voorbereiding tot de ontruiming van de burgerlijke bevolking uit de bijzonder bedreigde centra, werd voorgeschreven door een schrijven gericht tot de Provinciegouverneurs door den Minister van Binnenlandse Zaken.

Een krediet van 2 miljoen frank werd op de begroting voor 1936 uitgetrokken als toelage aan de gemeenten voor den aankoop van maskers voor de actieve ploegen. Daar slechts eenige gemeenten tot den aankoop van maskers overgingen, zal de Staat zich in hun plaats stellen en, in den loop van de maand Januari, een eerste aanbesteding voor den aankoop van 30,000 maskers uitschrijven.

2° De inrichting van de passieve luchtbescherming per provincie en per gemeente.

De gemeenten vooral moeten nog een groote inspanning doen.

Inderdaad, deze moeten, met het oog op de passieve luchtbescherming, de volgende maatregelen doorvoeren :

- 1) Inrichting van de veiligheids- en alarmverlichting;
- 2) Inrichting van den alarm- en waarschuwingdienst;
- 3) Bouwen van gemeenschappelijke schuilplaatsen en uitrusting van een gezondheidsdienst;

4) Aankoop van brandweer, ontsmettings- en neutralisatiematerieel, enz.

De aanwerving van het personeel dat noodig is voor de verschillende beschermingsdiensten, wordt verzekerd door de L. P. A. Sedert de maand Juni j.l., is het aantal vrijwilligers vervijfvoudigd.

Het is, evenwel, klaarblijkelijk onvoldoende om aan de behoeften te beantwoorden. Ten einde de werving te bevorderen, zou de Regeering eenige zedelijke en stoffelijke voordeelen aan de vrijwilligers van de L. P. A. moeten verleenen, in het bijzonder verzekering tegen ongevallen.

De doorvoering van de bescherming van de gemeenten zal met groote uitgaven gepaard gaan, hoewel de gemeenten voor het oogenblik met zware financiële moeilijkheden te kampen hebben.

De beste oplossing ware te vinden in de stichting van een Nationaal Fonds voor Luchtbescherming gestijfd door den Staat.

De kredieten welke voor 1936 aangevraagd werden, bedroegen 63,876,000 frank.

Bij beslissing van het Schatkistcomité, werden zij teruggebracht op 15,600,000 frank.

Welnu, het aangevraagd bedrag was een *minimum*, hetwelk op het feit berustte dat het jaar 1937 een aanvangsjaar was, gedurende hetwelk de voorgenomen maatregelen noodgedwongen slechts geleidelijk zouden kunnen doorgevoerd worden, omdat men voor een nieuw vraagstik stond.

Tengevolge van de inkrimping, zou de inrichting van de passieve luchtbescherming een gevaarlijke vertraging kunnen ondergaan.

Voor de uitrusting van het spoorwegnet was 25 miljoen voorzien, welk cijfer ten minste met 4/5 dient te worden verminderd.

Les diverses autres réalisations seront réduites dans la même proportion. C'est-à-dire que l'année 1937 sera une année presque morte pour la réalisation.

Si l'on admet que le péril aérien existe, et nul ne peut en douter, il est nécessaire de reviser le total présenté.

Le présent rapport a été adopté à l'unanimité.

Le Rapporteur,

H. HOUSIAUX.

Le Président,

L. MUNDELEER.

De verschillende andere bewerkingen zullen in dezelfde verhouding worden verminderd. Dit beteekent dat het jaar 1937 bijna van geen tel zal zijn voor de verwezenlijking.

Indien men aanneemt dat het gevaar voor luchtaanvallen bestaat, en niemand mag dit betwijfelen, is het noodig het voorgelegd totaal te herzien.

Dit verslag werd eenparig goedgekeurd.

De Verslaggever,

H. HOUSIAUX.

De Voorzitter.

L. MUNDELEER.